

Séance publique du lundi 25 novembre 2013

Convoqué le mardi 19 novembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 novembre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marc DUFOUR, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Robert SUBRA.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Gérard LANNELONGUE, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Crèche Joséphine Baker Délégation de Service Public Avenant n°2

Michel PASSET rapporte :

Par délibération du 27 juillet 2009, le Conseil Municipal a programmé la construction de la crèche Joséphine Baker, établissement d'accueil des jeunes enfants, d'une capacité de 60 places d'accueil collectif et de 9 places d'accueil familial, dans le quartier Ovalie.

En date du 7 février 2011, le Conseil Municipal a approuvé le principe de la gestion de la crèche Joséphine Baker dans le cadre d'une délégation de service public et ouvert une procédure de désignation du futur délégataire en application des articles L 1411-1 à L 1411-18 du Code Général des Collectivités Territoriales. A l'issue de cette procédure, en date du 26 mars 2012, le Conseil Municipal a retenu la proposition de la Mutualité Française de l'Hérault qui s'est révélée être en tous points la plus intéressante pour la Ville.

La délégation de service public concernant la gestion de la crèche Joséphine Baker est conclue pour une durée de 3 ans du 1^{er} septembre 2012 au 31 août 2015. La convention a été notifiée le 05 juin 2012.

Le 30 juin 2012, la Mutualité Française de l'Hérault s'est dotée d'une union distincte spécialisée dans l'activité de gestion de la petite enfance. Le transfert de la délégation de service public de la Mutualité Française de l'Hérault à la Mutualité Française Hérault - petite enfance a été acté par l'avenant n°1 en date du 31 janvier 2013 puis notifié le 11 février 2013.

Cette union a été créée du fait de l'incertitude sur la situation fiscale des différentes activités exercées par la mutualité et du régime devant être retenu pour l'union dans son ensemble. Cette organisation a vite révélé sa complexité sur les plans juridique, fiscal et social (charges administratives lourdes, coûts importants) alors que les deux unions ont le même siège, des dirigeants communs et qu'elle nécessite de mettre à disposition du personnel de la Mutualité Française de l'Hérault à la disposition de l'union petite enfance. Devant ce constat, et la situation juridique s'étant clarifiée, les deux organismes ont alors décidé de ré-internaliser les activités de la Mutualité Française Hérault-petite enfance au sein de la Mutualité Française de l'Hérault.

Le présent avenant n°2 a pour objet la cession du contrat de la Mutualité Française Hérault-petite enfance à la Mutualité Française de l'Hérault, nouveau titulaire du contrat avec la Ville, qui s'engage à reprendre purement et simplement l'ensemble des droits et obligations résultant du contrat initial.

Parallèlement, en accord avec le délégataire, il convient de modifier l'article 4.5 de la convention initiale sur deux points dans l'objectif de faciliter les modalités de versement de la participation de la Ville :

- 1) La rédaction de la formule de calcul de la participation municipale doit être modifiée conformément aux termes utilisés dans le cahier des charges et la délibération du 26 mars 2012 : (**P = x € / heures facturées de présence d'enfants**). Elle annule et remplace la formule précédente : $P = x \text{ €/heure réelle de présence d'enfants}$.

Cette modification des termes de la formule de calcul ne bouleverse en aucun cas l'économie générale du contrat.

- 2) La rédaction de l'échéancier des modalités de versement prête à confusion. Il s'avère nécessaire de modifier ce paragraphe afin que le versement s'effectue sur la base du nombre d'heures de présence d'enfants telles que facturées chaque mois.

L'échéancier annuel de versement de la participation municipale est établi comme suit :

- Un premier versement, après réception des heures de présence d'enfants facturées pour les mois de septembre, octobre, novembre, décembre, et janvier.
- Un deuxième versement, après réception des heures de présence d'enfants facturées pour les mois de février, mars, avril et mai.
- Le versement du solde, après réception des heures de présence d'enfants facturées pour les mois de juin, juillet, août et sous réserve de production du rapport annuel du délégataire.

Le versement de cette participation se fera sur présentation d'une facture par le délégataire.

Les clauses et conditions du contrat initial demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

Après étude, il est demandé au Conseil Municipal :

- De prendre acte du changement du contractant suite au transfert de l'activité et des deux points de modifications de l'article 4.5 explicités ci-dessus de la convention de délégation susvisée;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut Madame l'Adjointe Déléguée à céder le marché à la Mutualité Française de l'Hérault et à modifier les deux points de l'article 4.5 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut Madame l'Adjointe Déléguée à signer tous documents ou actes relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 novembre 2013